

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 947

12 avril 2012

SOMMAIRE

2000 Finance S.A.	45442	ION Investments S.à r.l.	45437
AES Principal Fund SICAV-SIF	45452	Lux Multi Plus SICAV-SIF	45441
Alarm Concept S.A.	45414	Qernel Management Solutions S.A.	45443
ASF II Euro Mountain	45452	Rangiroa	45410
ASF IV Symphony S.à r.l.	45452	Reder S.à r.l.	45410
ASF IV Symphony S.à r.l.	45453	Rochebrunne Sàrl	45444
BabySmile S.A.	45440	Service Photo Luxembourg S.A.	45411
Blue Yulan S.A.	45411	SHCO 29 S.à r.l.	45424
BO Fund II	45456	Société Civile Immobilière MPJ	45410
Build Holding 2 S.à r.l.	45454	Spizbay	45411
Build Holding S.à r.l.	45453	SS&C Technologies Holdings Europe	45412
Calidris 28 AG	45454	Stampzz Media S.A.	45410
Calidris 28 EU S.à r.l.	45455	Starkstrom-Anlagen Kautz Luxemburg S.à r.l.	45412
Cezane S.A., SPF	45453	Stella International S.A.	45412
Chef S.A.	45455	Teck Luxembourg Sàrl	45413
CMC Biologics S.à r.l.	45443	Teilau Investments S.A.	45440
CPB 2 Prop Co. A S.à r.l.	45414	Thomson Travel Holdings S.A.	45437
Dunes Investments S.A. SPF	45428	Thomson Travel International S.A.	45437
E Investment S.A.	45456	Trans Rock Investment S.à r.l.	45413
E Investment S.A.	45455	Tugen Shipping S.A.	45440
Financière C S.A.	45456	VEB-Leasing Europe S.à r.l.	45413
Fondation Forum des Civilisations - Les Journées d'Echternach	45442	Viashipping S.A.	45441
FVL Invest S.A.	45424	Vitrum Lux S.A.	45441
Global Energy Free S.A.	45414	Whitestone Corporation S.A.	45428
Hottinger Financial S.A.	45454	Wine Growth Fund	45451

Stampzz Media S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 161.199.

—
Extrait des résolutions prises par assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 20 juillet 2011

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 20 juillet 2011 que:

- Monsieur Arnaud Van Marcke de Lummen, résidant professionnellement au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, a été nommé administrateur de la Société jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2016; et,
- Monsieur François Welscher, résidant professionnellement au 121-127, avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage, a été nommé administrateur de la Société jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2016.

Les administrateurs de la Société sont désormais les suivants:

- Monsieur Arnaud Van Marcke de Lummen;
- Monsieur François Welscher; et
- Monsieur Carlo Schneider.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 mars 2012.

Un Mandataire

Référence de publication: 2012030621/20.

(120039980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Rangiroya, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 111.904.

—
La convention de domiciliation du siège social de la société à responsabilité limitée RANGIROA Sarl, situé au 75, parc d'Activités L-8308 Capellen, RCSL n° B-111904 en date du 25 octobre 2005 a été dénoncée ce jour avec effet immédiat.

Le 8 mars 2012.

FIDOMES S.A.

Référence de publication: 2012030580/10.

(120039518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Reder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 27, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 137.766.

—
Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012030583/10.

(120040172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Société Civile Immobilière MPJ, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-7307 Steinsel, 12, rue des Bouleaux.

R.C.S. Luxembourg E 2.113.

—
Extrait des décisions prises par les associés en date du 4 février 2011

Les associés décident d'établir le siège social à 12, Rue des Bouleaux, L-7307 Steinsel.

L'article 4 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Steinsel.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 mars 2012.

Référence de publication: 2012030597/13.

(120039614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Blue Yulan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.076.

En date du 19 décembre 2011, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission des administrateurs de catégorie A suivants avec effet au 19 décembre 2011:

- Oran McGrath, administrateur de catégorie A et président du conseil d'administration ayant son adresse professionnelle à Landscape House, Drinagh, Co. Wexford, Irlande.
- Michael Hannan, ayant son adresse professionnelle à Sunnymead, The Ward, Co. Dublin, Irlande.
- Walter Fulong, ayant son adresse professionnelle à Dranagh Lower Caim, Enniscorthy, Country Wexford, Irlande.

2. Nomination des nouveaux administrateurs de catégorie A suivants avec effet au 19 décembre 2011 et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016:

- Abdulrahman AlFadley, ayant son adresse professionnelle à Roady 10, Building 77, Block 704, Salmabad, Bahrein;
- Georges Schorderet, ayant son adresse professionnelle à Riyadh 11492, Arabie Saoudite;
- Thomas Trimble, ayant son adresse professionnelle au Almarai Company, Riyadh 11492, Arabie Saoudite;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2012.

Référence de publication: 2012030820/21.

(120040178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2012.

Service Photo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 55.878.

M. Cédric Gubert a démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société avec effet au 6 mars 2012.

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Nathanaël LEBEDEL;
- M. Stéphane MORIN;
- M. Philippe FAUCONNIER;
- M. Pierre JACOBS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2012.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030609/18.

(120039593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Spizbay, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 109.564.

La convention de domiciliation du siège social de la société à responsabilité limitée SPIZBAY Sarl, situé au 75, parc d'Activités L-8308 Capellen, RCSL n° B-109564 en date du 14 juin 2005 a été dénoncée ce jour avec effet immédiat.

Le 8 mars 2012.

FIDOMES S.A.

Référence de publication: 2012030615/10.

(120039516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

SS&C Technologies Holdings Europe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.862,00.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue de Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 163.061.

Par résolution écrite de l'associé unique de la Société en date du 8 mars 2012 et à compter de cette même date, Madame Laetitia Niederkorn a été révoquée de son mandat de gérant de type B de la Société.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Patrick Pedonti, comme gérant de type A;
- David Reid, comme gérant de type A;
- Christophe Maillard, comme gérant de type B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 9 mars 2012.

Référence de publication: 2012030620/16.

(120039883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Stella International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 41.543.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 octobre 2011

Conseil d'Administration

L'assemblée prend acte de la démission comme administrateurs de Messieurs Gianni et Giorgio CHIARVA.

Pour extrait sincère et conforme

Fons MANGEN

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2012030623/13.

(120039936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Starkstrom-Anlagen Kautz Luxemburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2175 Luxembourg, 29, rue Alfred de Musset.

R.C.S. Luxembourg B 44.437.

A la suite d'une cession de parts en date du 15 décembre 2011, la répartition des parts de STARKSTROM-ANLAGEN KAUTZ LUXEMBURG S.à.r.l. est la suivante:

Monsieur

Jochen Horstmann

Zum Wildenstein 5

D-42579 Heiligenhaus 495 parts

MATCH.ING.GMBH

Selbecker Str. 11

D-42579 Heiligenhaus 505 parts

1.000 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2012.

Fiduciaire comptable B+C S.à.r.l.

Référence de publication: 2012030622/20.

(120040103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Teck Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 32.318.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.940.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 8 mars 2012 que:

1. Mr. Aidan Foley, gérant de catégorie B de la Société a été révoqué avec effet immédiat;
2. Madame Agnes Csorgo, née le 27 juillet 1978 à Hatvan, Hongrie résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg a été nommée gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 9 mars 2012.

Référence de publication: 2012030630/17.

(120039798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

VEB-Leasing Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 133.948.

—
Veuillez noter que le siège social de l'associé unique a changé et se trouve à présent au:

VEB-LEASING, avec siège social au 10, Vozdvizhenka Street, 125009 Moscou, Russie.

De plus, l'adresse professionnelle du gérant suivant a changé et se trouve à présent au:

Erik van Os, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2012.

Pour la société

TMF Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2012030647/17.

(120040152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Trans Rock Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 109.905.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Associé Unique de la Société tenue le 24 février 2012 à Luxembourg

1. La démission de Madame Charlotte Lahaije-Hultman, née le 24 mars 1975 à Barnarp (Suède), avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, en tant que gérante A de la Société, a été acceptée avec effet au 14 février 2012.

2. Madame Laura Laine, née le 16 janvier 1978 à Rauman mlk (Finlande), avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, a été nommée en tant que nouvelle gérante A de la Société avec effet au 14 février 2012 pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Trans Rock Investment S.à r.l

Un mandataire

Référence de publication: 2012030634/18.

(120039860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Alarm Concept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 26, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 117.978.

Je soussigné, Jean-Luc LOUIS, demeurant à 50 B/22, rue du Long Thier à B-4500 HUY, porte à la connaissance des actionnaires et du conseil d'administration de la société ALARM CONCEPT S.A., dont le siège est établi à 26, rue Principale à 9980 WILWERDANGE (R.C.S.: B 117978), que je démissionne du poste d'administrateur et d'administrateur délégué en date du 1^{er} mars 2012.

Référence de publication: 2012030802/11.

(120040602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2012.

Global Energy Free S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.
R.C.S. Luxembourg B 91.980.

Je soussigné, Jean-Luc LOUIS, demeurant à 50 B/22, rue du Long Thier à B-4500 HUY, porte à la connaissance des actionnaires et du conseil d'administration de la société GLOBAL ENERGY FREE SA., dont le siège est établi à 3, Op d'Schmëtt 9964 HULDANGE (R.C.S.: B 91.980), que je démissionne du poste de commissaire en date du 31 décembre 2011.

Référence de publication: 2012030902/11.

(120040600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2012.

CPB 2 Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 167.131.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty second day of February.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. A S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 158.361,

here represented by Christine Schaub, born on January 6, 1958 in Sulzburg, Germany, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 10 February 2012.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "CPB 2 Prop Co. A S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and

persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may further acquire, develop, manage and/or sell directly or indirectly real estate assets in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

3.3 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.4. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.5. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is jointly managed by two managers or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if all members are present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by unanimous vote of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in telephone or video conference any meeting or by any of the Board by other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of at least two managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law and that the manager has acted in good faith.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

10.3. Subject-Matters of Resolutions

(i) The shareholders shall resolve on the subject-matters prescribed by the Law.

(ii) The shareholders shall resolve on the following subject matters whereas the legitimation of the Board to implement such resolutions shall in addition require (1) the approval of the investment committee of ECE Real Estate Partners S.à r.l. and such approval shall be documented in writing and (2) the unanimous decision of all parties to any parallel investment agreement between ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF A, ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF B and ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C and, as the case may be, further parties and such consent shall be documented in writing:

(a) Any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) acquisition of shopping centres.

(b) Any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) disposal of shopping centres.

(c) Any decision relating to direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) real estate financings.

(d) Any decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) enlargement of shopping centres, in particular the structural alteration of parts or extensions of a building.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in numbers) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers

and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

15.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31 December 2012.

Subscription and Payment

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. A S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a. Dr. Yves Marie Edmée Wagner, Director, born on November 16, 1958 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg; and

b. Richard Neal Basire Goddard, Director, born on December 5, 1959 in Fareham, Great Britain, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg;

c. Jose Maria Ortiz, Director, born on January 3, 1970, in Madrid, Spain, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L5326 Contern.

2. The registered office of the Company is established at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a German version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Contern by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Am zweiundzwanzigsten Tag des Monats Februar im Jahre zweitausendzwoölf.

Ist vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. A S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 158.362,

hier vertreten durch Christine Schaub, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht welche am 10 Februar 2012 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Person und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wir oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt aufzusetzen.

I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „CPB 2 Prop Co. A S.à r.l.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Contern, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Sollte der Geschäftsführungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Zweck der Gesellschaft ist zudem der Erwerb, die Entwicklung und Verwaltung und/oder der direkte oder indirekte Verkauf von Immobilienvermögen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland.

3.3. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendepapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.5. Die Gesellschaft ist befugt jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktion in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lässt oder der Förderung des Gesellschaftszweckes zu dienen bestimmt sind.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

II. Kapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-); die Geschäftsanteile wurden gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Hinterbliebenen vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichende ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsenkung des Gesellschaftskapitals beruht.

III. Verwaltung - Stellvertretung

Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird gemeinschaftlich von zwei oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt (mit oder ohne Grund) von der Hauptversammlung abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführungsrat. Wurden mehrere Personen zum Geschäftsführer ernannt, so bilden diese den Geschäftsführungsrat (der Rat).

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen.

(ii) Besondere und eingeschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

8.2. Verfahren

(i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn alle Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie einstimmigen von den anwesenden und vertretenen Geschäftsführern gefasst werden. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn

kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden müssen.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon-oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind (die Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von mindestens zwei (2) Geschäftsführern gebunden.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit gemäß Sinne von Artikel 8.1. (ii) Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

Art. 9. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen und der Geschäftsführer in gutem Glauben gehandelt hat.

IV. Gesellschafter

Art. 10. Hauptversammlung und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Versammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder durch Zirkularbeschlüsse (die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter, welcher das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift trägt, ist genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst wurde.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt; die Hauptversammlungen sollten grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung im Voraus bekannt gegeben wurde und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschaftskapitals Gesellschafter, welche drei Viertel des vertretenen, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

10.3. Gegenstände von Beschlüssen

(i) Die Gesellschafter sollen über die Gegenstände abstimmen welche per Gesetz vorgeschrieben sind.

(ii) Die Gesellschafter sollen über die folgenden Gegenstände entscheiden, wobei die Legitimation des Rates zur Implementierung solcher Beschlüsse zudem von (1) der Genehmigung des Investment Komitees der ECE Real Estate Partners S.à r.l., und eine solche Genehmigung soll schriftlich festgehalten werden und (2) der einstimmigen Entscheidung aller Parteien einer jeden parallelen Investitionsvereinbarung zwischen dem ECE European Prime Shopping Centre SCS

SICAF SIF A, dem ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF B und dem ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C und, gegebenenfalls, weiteren Parteien, und eine solche Zustimmung soll schriftlich festgehalten werden, abhängt:

- (a) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich des direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) des Erwerbs von Einkaufszentren.
- (b) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Veräußerung von Einkaufszentren.
- (c) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Immobilien Finanzierung.
- (d) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Erweiterung von Einkaufszentren, dass heißt insbesondere die bauliche Veränderungen durch neue Gebäudeteile und Anbauten, von Einkaufszentren.

Art. 11. Alleingesellschafter.

11.1. Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

11.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder den Zirkularbeschluss der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

11.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 12. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

12.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

12.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

12.3. Jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

12.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;
- (ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Aktienagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;
- (iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;
- (iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und
- (v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

VI. Auflösung - Liquidation

14.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen genehmigenden Beschluss der Mehrheit (in Zahlen) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

14.2. Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

15.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

15.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

15.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Geschäftsführer oder der Gesellschafter oder Beschlüsse die in einer Telefon-oder Videokonferenz gefasst werden, müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

15.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.

Zeichnung und Zahlung

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. A S.à r.l., wie vorstehend vertreten, zeichnet zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-).

Die Geschäftsanteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend euros (EUR 1.000,-) betragen.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat der Alleingeschafter, welcher die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:
 - a. Dr. Yves Marie Edmée Wagner, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 16. November 1958 in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg; und
 - b. Richard Neal Basire Goddard, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 5. Dezember 1959 in Fareham, Großbritannien, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg,
 - c. Jose Maria Ortiz, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 3. Januar 1970 in Madrid, Spanien, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern.
2. Sitz der Gesellschaft sind in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag derselben Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Woraufhin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Contern aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Ch. Schaub, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch le 24 février 2012. Relation: DIE/2012/2256. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 24. Februar 2012.

Référence de publication: 2012026918/529.

(120034815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2012.

SHCO 29 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 164.883.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 17 février 2012 l'associé unique a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de ATC Management (Luxembourg) S.à r.l., en tant gérant de la Société et ce avec effet au 21 décembre 2011.

- de nommer William Foster, né le 11 février 1949 à Calgary, Canada, demeurant professionnellement au 404, 1015 - 4 Street S.W., Calgary, AB, T2R 1J4, Canada, en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet au 21 décembre 2011.

- de nommer Johanna Dirkje Martina VAN OORT, née le 28 février 1967 à Groningen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet au 21 décembre 2011.

- de nommer Joost Tulkens, né le 26 avril 1973 à Sonrieren, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet au 21 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012030751/25.

(120039581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

FVL Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 166.590.

In the year two thousand and eleven.

On the twenty first day of December.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company "FVL Invest S.A.", with registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, in process of registration at the Luxembourg Trade and Companies' Register, incorporated by deed of the undersigned notary, on December 8, 2011, not yet published in the Mémorial C.

The meeting is opened by Mr. Bart HEUNINCKX, lawyer, residing professionally in Asse, Belgium, being in the chair, who appoints as secretary Mr. Donovan ANDRE, company director, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Mounira MEZIADI, company director, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1) Increase of the corporate capital to the extent of EUR 50,795,200.- in order to raise it from the amount of EUR 31,000.- to EUR 50,826,200.- by the issue of 507,952 new shares without nominal value, each having the same rights and obligations as the existing shares.

2) Subscription of the 507,952 new shares without nominal value, by the sole shareholder, Mr. Filip Daniel VAN LANGENHOVE, born in Aalst (Belgium), on October 15, 1953, residing at 81-759 Sopot (Poland), ul. Grunwaldzka 8-10/ B/4, and full payment by the latter of said shares by contribution in kind of:

- 159 class A shares with voting rights and 90 class B shares without voting rights, all of them without nominal value, representing respectively 99.38% and 100% of the issued capital of the Belgian company NATUREL, with registered office at Rue Roger Van Der Weyden, 41, B-1000 Brussels, Belgium, registered with the "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Brussel" under number 0422.810.132, valued at EUR 24,967,900.-.

- 6,032 shares without nominal value, representing 99.98% of the issued capital of the Belgian company GRASSI, with registered office at Koning Albertlaan, 60, B-9000 Gent, Belgium, registered with "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Gent" under number 0442.713.740, valued at EUR 22,692,500.-.

- 4,999 shares without nominal value, representing 99.98% of the issued capital of the Belgian company POLYMORF, with registered office at J. Cardijnstraat, 18-20, B-9420 Erpe-Mere, Belgium, registered with "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Dendermonde" under number 0403.844.553, valued at EUR 3,134,800.-.

3) Subsequent amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of association which will henceforth have the following wording:

"The corporate capital is set at fifty million eight hundred twenty six thousand and two hundred Euro (EUR 50,826,200.-) divided into five hundred eight thousand two hundred and sixty two (508,262) shares without nominal value."

4) Sundry.

II The sole shareholder being present at the meeting and the number of his shares is shown on an attendance list; this attendance list, checked and signed "ne varietur" by the shareholder, the board of the meeting and the undersigned notary, will be kept at the latter's office.

III As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter unanimously has taken the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to increase the share capital to the extent of fifty million seven hundred ninety five thousand and two hundred Euro (EUR 50,795,200.-) in order to raise it from the amount of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) to fifty million eight hundred twenty six thousand and two hundred Euro (EUR 50,826,200.-) by the issue of five hundred seven thousand nine hundred and fifty two (507,952) new shares without nominal value, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The five hundred seven thousand nine hundred and fifty two (507,952) new shares without nominal value are subscribed by the sole shareholder, Mr. Filip Daniel VAN LANGENHOVE, born in Aalst (Belgium), on October 15, 1953, residing at 81-759 Sopot (Poland), ul. Grunwaldzka 8-10/B/4, and are fully paid up by the latter by contribution in kind of:

- one hundred and fifty nine (159) class A shares with voting rights and ninety (90) class B shares without voting rights, all of them without nominal value, representing respectively ninety nine point thirty eight percent (99.38%) and one hundred percent (100%) of the issued capital of the Belgian company NATUREL, with registered office at Rue Roger Van Der Weyden, 41, B-1000 Brussels, Belgium, registered with the "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Brussel" under number 0422.810.132, valued at twenty four million nine hundred sixty seven thousand and nine hundred Euro (EUR 24,967,900.-).

- six thousand and thirty two (6,032) shares without nominal value, representing ninety nine point ninety eight percent (99.98%) of the issued capital of the Belgian company GRASSI, with registered office at Koning Albertlaan, 60, B-9000 Gent, Belgium, registered with "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Gent" under number 0442.713.740, valued at twenty two million six hundred ninety two thousand and five hundred Euro (EUR 22,692,500.-).

- four thousand nine hundred and ninety nine (4,999) shares without nominal value, representing ninety nine point ninety eight percent (99.98%) of the issued capital of the Belgian company POLYMORF, with registered office at J. Cardijnstraat, 18-20, B-9420 Erpe-Mere, Belgium, registered with "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Dendermonde" under number 0403.844.553, valued at three million one hundred thirty four thousand and eight hundred Euro (EUR 3,134,800.-).

A valuation report has been drawn-up by the company GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., R.C.S. Luxembourg B 43298, with registered office at L-8308 Capellen, Grand-Duchy of Luxembourg, 83, Pafebruch, wherein the contribution has been described and valued.

The conclusion of this report is as follows:

"Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the contribution in kind is not at least corresponding to the number of shares to be issued multiplied by the par value of the existing Company's shares".

The report, after having been signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Second resolution

As a consequence of such increase of capital, the meeting decides to amend the first paragraph of article five of the articles of association which will have henceforth the following wording:

" **Art. 5.** The corporate capital is set at fifty million eight hundred twenty six thousand and two hundred Euro (EUR 50,826,200.-) divided into five hundred eight thousand two hundred and sixty two (508,262) shares without nominal value."

Costs

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of the present deed, is approximately valued at EUR 6,800.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that at the request of the attorney the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same attorney, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze.

Le vingt et un décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FVL Invest S.A.", ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, en cours d'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 décembre 2011, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Bart HEUNINCKX, avocat, demeurant professionnellement à Asse, Belgique, qui désigne comme secrétaire Monsieur Donovan ANDRE, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Mounira MEZIADI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital de la société à concurrence de EUR 50.795.200,- pour le porter de son montant de EUR 31.000,- à EUR 50.826.200,- par l'émission de 507.952 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, investies des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2) Souscription des 507.952 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale par l'actionnaire unique, Monsieur Filip Daniel VAN LANGENHOVE, né à Alost (Belgique), le 15 octobre 1953, demeurant à 81-759 Sopot (Pologne), ul. Grunwaldzka 8-10/B/4, et libération intégrale desdites actions par apport en nature de:

- 159 actions de classe A avec droit de vote et 90 actions de classe B sans droit de vote, toutes sans désignation de valeur nominale, représentant respectivement 99,38% et 100% du capital social de la société belge NATUREL avec siège social à Rue Roger Van Der Weyden, 41, B-1000 Bruxelles, Belgique, et enregistrée auprès du "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Brussel" sous le numéro 0422.810.132, évaluées à EUR 24.967.900,-.

- 6.032 actions sans désignation de valeur nominale, représentant 99,98% du capital social de la société belge GRASSI avec siège social à Koning Albertlaan, 60, B-9000 Gent, Belgique, et enregistrée auprès du "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Gent" sous le numéro 0442.713.740, évaluées à EUR 22.692.500,-.

- 4.999 actions sans désignation de valeur nominale, représentant 99,98% du capital social de la société belge POLY-MORF avec siège social à J. Cardijnstraat, 18-20, B-9420 Erpe-Mere, Belgique, et enregistrée auprès du "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Dendermonde" sous le numéro 0403.844.553, évaluées à EUR 3.134.800,-.

3) Modification afférente du premier alinéa de l'article 5 des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à cinquante millions huit cent vingt-six mille deux cents Euros (EUR 50.826.200,-) représenté par cinq cent huit mille deux cent soixante-deux (508.262) actions sans désignation de valeur nominale."

4) Divers.

Il Que l'actionnaire unique est présente à l'assemblée, et que le nombre d'actions qu'il détient est indiqué sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été contrôlée et signée "ne varietur" par l'actionnaire unique ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, sera gardée à l'étude de celui-ci.

III Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital de la société à concurrence de cinquante millions sept cent quatre-vingt-quinze mille deux cents Euros (EUR 50.795.200,-) pour le porter de son montant de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) à cinquante millions huit cent vingt-six mille deux cents Euros (EUR 50.826.200,-) par l'émission de cinq cent sept mille neuf cent cinquante-deux (507.952) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, investies des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription - Paiement

Les cinq cent sept mille neuf cent cinquante-deux (507.952) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale sont souscrites par l'actionnaire unique, Monsieur Filip Daniel VAN LANGENHOVE, né à Alost (Belgique), le 15 octobre 1953, demeurant à 81-759 Sopot (Pologne), ul. Grunwaldzka 8-10/B/4, et sont libérées intégralement par un apport en nature de:

- cent cinquante-neuf (159) actions de classe A avec droit de vote et quatre-vingt-dix (90) actions de classe B sans droit de vote, toutes sans désignation de valeur nominale, représentant respectivement quatre-vingt-dix-neuf virgule trente-huit pourcent (99,38%) et cent pourcent (100%) du capital social de la société belge NATUREL avec siège social à Rue Roger Van Der Weyden, 41, B-1000 Bruxelles, Belgique, et enregistrée auprès du "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Brussel" sous le numéro 0422.810.132, évaluées à vingt-quatre millions neuf cent soixante-sept mille neuf cents Euros (EUR 24.967.900,-).

- six mille trente-deux (6.032) actions sans désignation de valeur nominale, représentant quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-huit pourcent (99,98%) du capital social de la société belge GRASSI avec siège social à Koning Albertlaan, 60, B-9000 Gent, Belgique, et enregistrée auprès du "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Gent" sous le numéro 0442.713.740, évaluées à vingt-deux millions six cent quatre-vingt-douze mille cinq cents Euros (EUR 22.692.500,-).

- quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (4.999) actions sans désignation de valeur nominale, représentant quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-huit pourcent (99,98%) du capital social de la société belge POLYMORF avec siège social à J. Cardijnstraat, 18-20, B-9420 Erpe-Mere, Belgique, et enregistrée auprès du "Rechtspersonenregister (RPR) - Rechtbank van Koophandel van Dendermonde" sous le numéro 0403.844.553, évaluées à trois millions cent trente quatre mille huit cents Euros (EUR 3.134.800,-).

Un rapport d'évaluation a été établi par la société GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., R.C.S. Luxembourg B 43298, avec siège à L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, 83, Pafebruch, dans lequel l'apport a été décrit et évalué.

La conclusion de ce rapport est la suivante:

"Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the contribution in kind is not at least corresponding to the number of shares to be issued multiplied by the par value of the existing Company's shares".

Le rapport, après avoir été signé "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte et sera soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

Suite à l'augmentation de capital, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à cinquante millions huit cent vingt-six mille deux cents Euros (EUR 50.826.200,-) représenté par cinq cent huit mille deux cent soixante-deux (508.262) actions sans désignation de valeur nominale."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à la somme de 6.800,- EUR.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bart HEUNINCKX, Donovan ANDRE, Mounira MEZIADI, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 30 décembre 2011. Relation GRE/2011/4876. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 7 mars 2012.

Référence de publication: 2012029226/199.

(120038219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Whitestone Corporation S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.633.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Février 2012

1. les démissions de Mesdames De Boni et Alves Silva et Monsieur Jean-Robert Bartolini demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de leur mandat d'Administrateur avec effet à la présente Assemblée, sont acceptées à la date de la présente assemblée;

2. la démission de la société Fin-Contrôle S.A. ayant son siège social au 12 rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Commissaire aux Comptes, avec effet à la présente assemblée est acceptée à la date de la présente assemblée;;

Fait à Luxembourg, le 27 février 2012.

Certifié sincère et conforme

Pour Whitestone Corporation S.A.

Référence de publication: 2012030660/17.

(120040055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Dunes Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 167.233.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-fourth day of February.

Before Us Maître Emile SCHLESSER, notary public, residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

Appeared:

Mr Jean FABER, chartered accountant, residing professionally in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Such appearing party has established as follows the Articles of Incorporation of a public limited liability company to be organized:

Art. 1. Definitions. In these Articles of Incorporation the following words and expressions shall have the following meanings:

i) A Shareholder: the member for the time being holding the A Shares;

A Shares: category A ordinary shares of one thousand Dollars of the United States of America (USD 1,000.00) each in the capital of the Company;

ii) B Shareholder: the member for the time being holding the B Shares;

B Shares: category B non voting privileged shares of one thousand Dollars of the United States of America (USD 1,000.00) in the capital of the Company;

iii) C Shareholder: the member for the time being holding the C Shares;

C Shares: category C non voting privileged shares of one thousand Dollars of the United States of America (USD 1,000.00) in the capital of the Company;

iv) Note: any loan note or other instrument evidencing indebtedness acquired by the Company on or after the date of adoption of these Articles;

- Note Interest:

(a) any amount of interest on the Note paid to the Company by the issuer of the Note;

(b) any amount of consideration received by the Company on disposal of the Note in respect of any right to accrued but unpaid interest on the Note so disposed of; or

(c) any amount of consideration received by the Company on disposal of the Note in respect of any premium on the outstanding principal amount of the Note so disposed of and

- Note Principal:

(a) any principal amount of the Note repaid to the Company by the issuer of the Note; or

(b) any amount of consideration received by the Company on disposal of the Note in respect of the outstanding principal amount of the Note so disposed of (excluding any premium on such outstanding principal amount).

Art. 2. There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (hereafter the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Law of 11 May 2007 relating to the creation of a family asset management company (Société de gestion de Patrimoine Familial -SPF) ("the Law on SPF") (hereafter the "Law"), and by the present Articles of Incorporation (hereafter "the Articles").

The Company will exist under the name of "DUNES INVESTMENTS S.A. SPF".

The registered office is established in Luxembourg.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg Corporation.

The Corporation is established for an unlimited period.

Art. 3. The exclusive object of the Company, to the exclusion of any commercial activity, shall be the acquisition, holding, management and realisation of, on the one hand, financial instruments within the meaning of the Law of 5 August 2005 on financial collateral arrangements, and, on the other, of cash and assets of any nature whatsoever held in an account.

Financial instrument within the meaning of the Law of 5 August 2005 on financial collateral arrangements shall be deemed to mean a) all transferable and other securities, including in particular shares and other securities equivalent to shares, interests in companies and collective investment undertakings, bonds and other debt instruments, certificates of deposit, savings certificates and commercial paper, b) instruments conferring the right to acquire shares, bonds or other securities by way of subscription, purchase or exchange, c) financial futures and securities giving rise to a cash settlement (excluding instruments of payment), including money market instruments, d) all other securities representing rights of ownership, debts receivable or transferable securities, e) all instruments relating to underlying financial assets, to indexes, to raw materials, to precious materials, to foodstuffs, metals or commodities, to other goods or risks, f) claims relating to the various items enumerated in subparagraphs a) to e) or rights in respect of or relating to those various items, whether such financial instruments are materialised or dematerialised, transferable by book entry or by manual transfer, or are bearer or registered securities, or endorsable or non-endorsable, and regardless of the law applicable to them.

In general, the Company may take all measures of supervision and control and carry out any operation or transaction which it considers to be necessary for or conducive to the attainment and development of its corporate object in the widest sense, provided that the Company does not interfere in the management of the interests which it holds, remaining at all times within the limits of the Law on SPF.

Art. 4. The corporate capital is fixed at fifty thousand Dollars of the United States of America (USD 50,000.00), divided into forty-eight (48) A Shares, one (1) B Share, and one (1) C Share, for an aggregate amount of fifty (50) shares with a par value of one thousand Dollars of the United States of America (USD 1,000.00) each.

All the shares are registered shares.

The Corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The board of directors or the sole director may, in their discretion, and without assigning any reason thereof, refuse to register a transfer of any share to any person, and they may also refuse to register a transfer of any share on which the Company has a lien. If the director(s) refuse to register a transfer he/they shall within one month after the date on which the transfer was delivered to the Company send to the transferee notice of the refusal in accordance with the provisions of the Act.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Art. 5.

5.1. An A Share may only be transferred by an A Shareholder with the prior written consent of the B Shareholders and the C Shareholders; any other transfer of an A Share shall be void.

5.2. A B Share may only be transferred by a B Shareholder with the prior written consent of the A Shareholders and the C Shareholders; any other transfer of a B Share shall be void.

5.3. A C Share may only be transferred by a C Shareholder with the prior written consent of the A Shareholders and the B Shareholders; any other transfer of a C Share shall be void.

5.4. For the purposes of Articles 5.1., 5.2. and 5.3., the term "transfer" shall include a sale or disposal of any legal or equitable interest in the relevant share, whether or not by the member registered as the holder of that share.

5.5. In the event of one shareholder wishing to sell his shares, he must request permission in a written form from the other shareholders pursuant to Article 5.1., 5.2. or 5.3.. The other shareholders have to give a reply within 30 days from receiving the request. If the other shareholders haven't replied within the timeframe, the request for consent shall be deemed to have been rejected.

If the shareholder wishing to sell his shares is granted the requisite consent by the other shareholders, he must transfer his shares within 30 days of the end of the period of 30 days mentioned in the previous paragraph.

In case of refusal of the other shareholders, the Company can acquire the shares subjected to the sale at their par value.

Art. 6. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members or in case of a sole shareholder, by a sole director, who need not be shareholders.

In case of plurality of directors the general meeting of shareholders or the sole shareholder may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

The director(s) shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be eligible to be reappointed; they may be removed at any time.

In the event of vacancy in the office of a director, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The Company commits to indemnifying each manager against losses, damages or expenses brought about by any legal action or trial for which he/she could be held responsible in his/her present or past quality as manager of the Company, except in the case where through a similar action or trial, he/she is found guilty of grave negligence or intentional bad management.

Art. 7. Subject to Article 13, the board of directors or the sole director has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the Corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by Law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors or the sole director.

The board of directors or the sole director may delegate all or part of its powers regarding the day-to-day management and the representation of the Corporation in connection therewith to one or more directors, managers or other officers; they need not be shareholders of the Company.

The Corporation may be committed towards third parties by the signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of two directors or, in case of directors of category A and category B, by the joint signatures of an A Director and a B Director.

Art. 8. In case of plurality of directors, the board of directors may elect a chairman; in the absence of the chairman, another director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram, telex, telefax or e-mail, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex, telefax or e-mail.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

The chairman of the board may be appointed for the first time by the extraordinary general meeting.

Art. 9. The Corporation shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be eligible for reappointment; they may be removed at any time.

Art. 10. The Corporation's financial year shall begin on the first day of January and shall end on the thirty-first day of December.

The first fiscal year shall begin on the date of formation of the Company and end on the thirty-first day of December two thousand and twelve.

Art. 11. The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the first Wednesday of the month of June at 10.45 a.m.. If said day is a public holiday, the meeting shall be held the next following working day.

Art. 12. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The board of directors or the sole director may decide that the shareholders desiring to attend the general meeting must deposit their share certificates at the Company's registered office five clear days before the date fixed therefore. Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

The general meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Corporation.

Art. 13. Voting rights.

13.1. Each A Share carries the right to one vote; the A Shareholders shall be entitled to receive notice of, attend and speak at a general meeting of the Company and to vote on resolutions.

13.2. Without prejudice to Article 46 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the B Shareholders and C Shareholders shall, subject to the following, not be entitled to receive notice of, nor to attend or speak at any general meeting of the Company or vote on resolutions.

The B Shareholders and C Shareholders shall be entitled to receive notice of, attend and speak at a general meeting of the Company and to vote on resolutions regarding the following subjects:

- the issue of new shares carrying preferential rights,
- the determination of the recoverable preferential dividend attaching to the non-voting shares,
- the conversion of non-voting preferred shares into ordinary shares,
- the reduction of the capital of the Company,
- any change to its corporate object,
- the issue of convertible bonds,
- the dissolution of the Company,
- the transformation of the Company into another legal form.

13.3. Notwithstanding Article 13.2., for so long as the Note is held by the Company, the following matters shall require the prior written consent of the B Shareholders and the C Shareholders:

- the disposal by the Company of any interest in the Note;
- the acquisition by the Company of any interest in any asset of any nature whatsoever other than the Note;
- dealing with any Note Principal or Note Interest (save for the payment by the Company of any applicable taxes in respect thereof) other than in accordance with Article 15;
- the entry into of any transaction of any nature whatsoever other than as expressly contemplated in these Articles; and
- any resolution to place Company in administration.

Art. 14. Five percent (5%) of the annual net profit of the Company will be allocated to the statutory reserve. This allocation will stop being compulsory when and as long as this additional reserve will be equal to ten percent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Any amounts so allocated shall be deemed to reduce the amount of profits derived from Note Interest rather than Note Principal.

Art. 15.

15.1. B Shares / Privileged Dividend.

The B Shares will receive, pro rata between them, a preferential dividend at a rate of zero point one percent (0.1%) of the nominal value of the B Shares. Such dividend shall be funded from the amount of profits derived from Note Interest rather than Note Principal.

15.2. The remaining annual profits amount and the other distributable reserves or amounts which the Company may resolve to distribute, as the case may be, shall be correspondingly distributed in or in respect of any financial year and subject to the conditions of the applicable Law and the present Articles of Incorporation in the following way between A Shareholders, the B Shareholders and the C Shareholders:

15.2.1. to the extent that such profits are derived from Note Principal to the C Shareholders; and

15.2.2. to the extent that such profits are derived from Note Interest:

15.2.2.1. 25 percent of the amount of Note Interest received by the Company giving rise to such profits to the B Shareholders; and

15.2.2.2. the remaining amount of such profits to the A Shareholders.

15.3. The board of directors or the sole director is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by Law.

Art. 16. On a return of capital on liquidation or otherwise, the surplus assets of the Company remaining after payment of its liabilities shall be apportioned between the A Shareholders, the B Shareholders and the C Shareholders in accordance with Article 15.2. as if such surplus assets were amounts which the Company has resolved to distribute for the purposes of that Article.

Art. 17. For all matters not covered by a specific provision of the present Articles of Incorporation, reference is made to the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and to the Law on SPF.

Subscription and Payment

The forty-eight (48) A Shares, one (1) B Share, and one (1) C Share of the Company are subscribed by Mr Jean FABER, previously named.

All the fifty (50) shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of fifty thousand Dollars of the United States of America (USD 50,000.00) is forthwith at the free disposal of the Corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at about nine thousand five hundred Euro (EUR 9,500.00).

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as duly convoked, has proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, he has passed the following resolutions:

1.- The number of directors is set at one:

Has been appointed director:

Mr Jean FABER, chartered accountant, residing professionally in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

The mandate of the director shall expire immediately after the annual general meeting of the year two thousand and seventeen.

2.- The number of auditors is set at one:

Has been appointed auditor:

"REVILUX S.A.", a "société anonyme", having its registered office in L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt.

The mandate of the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of the year two thousand and seventeen.

3.- The registered office of the Company is established in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille douze, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

A comparu:

Monsieur Jean FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

Lequel comparant a arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Définitions. Dans les présents statuts, les termes et expressions suivants auront la signification leur attribuée ci-dessous:

i) Actionnaire A: l'actionnaire détenant au moment donné des actions A;

Actions A: actions ordinaires de catégorie A dans le capital de la Société, d'une valeur nominale de mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.000,00) chacune;

ii) Actionnaire B: l'actionnaire détenant au moment donné des actions B;

Actions B: actions privilégiées de catégorie B dans le capital de la Société, dépourvues de droit de vote, d'une valeur nominale de mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.000,00) chacune;

iii) Actionnaire C: l'actionnaire détenant au moment donné des actions C;

Actions C: actions privilégiées de catégorie C dans le capital de la Société, dépourvues de droit de vote, d'une valeur nominale de mille dollars des Etats-Unis (USD 1.000,00) chacune;

iv) Emprunt Obligataire: tout emprunt ou tout autre instrument attestant l'obligation acquise par la Société à la date ou après la date de l'adoption des présents Statuts;

- Intérêts de l'Emprunt Obligataire:

(a) tout montant d'intérêts sur l'Emprunt Obligataire, versé à la Société par l'émetteur de l'Emprunt Obligataire;

(b) toute contrepartie reçue par la Société dans le cadre de la cession de l'Emprunt Obligataire, et relative à un quelconque droit à des intérêts courus mais non payés sur l'Emprunt Obligataire ainsi cédé; ou

(c) toute contrepartie reçue par la Société dans le cadre de la cession de l'Emprunt Obligataire, et relative à une quelconque prime sur le montant en principal restant dû de l'Emprunt Obligataire ainsi cédée; et

- Principal de l'Emprunt Obligataire:

(a) tout montant en principal de l'Emprunt Obligataire, remboursé à la Société par l'émetteur de l'Emprunt Obligataire; ou

(b) toute contrepartie reçue par la Société dans le cadre de la cession de l'Emprunt Obligataire, et relative au solde de capital impayé de l'Emprunt Obligataire ainsi cédé (à l'exclusion de toute prime sur ce montant de capital impayé).

Art. 2. Est constituée une société anonyme (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("loi sur les SPF") (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

La Société existera sous la dénomination sociale de "DUNES INVESTMENTS S.A. SPF".

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est indéterminée.

Art. 3. La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, b) les titres conférant le droit d'acquiescer des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi sur les SPF.

Art. 4. Le capital social est fixé à cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.000,00), divisé en quarante-huit (48) Actions A, une (1) Action B, et une (1) Action C, soit un total de cinquante (50) actions de mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.000,00) chacune.

Les actions sont nominatives.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra, à sa discrétion, et sans qu'il soit besoin d'une quelconque justification, refuser d'enregistrer la cession d'une action à une quelconque personne, de même qu'il pourra refuser d'enregistrer la cession d'une quelconque action grevée d'un droit de gage de la Société. En cas de refus de la part des administrateur(s) d'enregistrer une cession, il(s) fera/feront parvenir au cessionnaire, dans le mois qui suit la date de communication de la cession à la Société, un avis de refus conformément aux dispositions légales.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 5.

5.1. La cession d'Actions A par un Actionnaire A sera soumise au consentement écrit préalable des Actionnaires B et des Actionnaires C; toute autre cession d'une Action A sera nulle.

5.2. La cession d'Actions B par un Actionnaire B sera soumise au consentement écrit préalable des Actionnaires A et des Actionnaires C; toute autre cession d'une Action B sera nulle.

5.3. La cession d'Actions C par un Actionnaire C sera soumise au consentement écrit préalable des Actionnaires A et des Actionnaires B; toute autre cession d'une Action C sera nulle.

5.4. Aux fins des articles 5.1., 5.2. et 5.3., le terme "cession" sera réputé inclure la vente ou l'aliénation de tout droit réel et équitable attaché à l'action en question de la part ou non de l'actionnaire enregistré en tant que titulaire de ladite action.

5.5. Au cas où un actionnaire envisagerait de vendre ses actions, il devra en demander l'autorisation écrite des autres actionnaires conformément aux articles 5.1., 5.2. ou 5.3. Les autres actionnaires seront tenus de donner leur réponse dans les 30 jours qui suivent la réception de la demande. A défaut de réponse des autres actionnaires dans le délai leur imparti, la demande d'autorisation sera réputée rejetée.

Si l'actionnaire désireux de vendre ses actions obtient l'autorisation requise de la part des autres actionnaires, il devra transférer ses actions dans les 30 jours qui suivent l'expiration de la période de 30 jours mentionnée au paragraphe précédent.

En cas de refus des autres actionnaires, la Société pourra acquérir les actions offertes à la vente à leur valeur nominale.

Art. 6. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins ou par un administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, actionnaires ou non.

En cas de pluralité d'administrateurs, l'assemblée générale ou l'actionnaire unique peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

Le(s) administrateur(s) est/sont nommé(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans; il(s) est/sont rééligible(s) et toujours révocable(s).

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

La Société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas ou dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 7. Sous réserve de l'article 13, le conseil d'administration ou l'administrateur unique a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents Statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La Société se trouve engagée, à l'égard des tiers par la signature individuelle de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature collective de deux administrateurs ou, en cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 8. En cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Pour la première fois, le président du conseil d'administration peut être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 9. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre deux mille douze.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mercredi du mois de juin de chaque année à dix heures quarante-cinq minutes, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 13. Droits de vote.

13.1. Chaque Action A est assortie d'un droit de vote; les Actionnaires A seront en droit de recevoir une convocation aux assemblées générales de la Société, d'y participer, d'y prendre la parole et d'y adopter des résolutions.

13.2. Sans préjudice de l'article 46 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, dans sa version modifiée, les Actionnaires B et les Actionnaires C ne pourront pas, sous réserve de ce qui suit, recevoir de convocation à une quelconque assemblée générale de la Société, y participer, y prendre la parole et y adopter des résolutions.

Les Actionnaires B et les Actionnaires C pourront recevoir une convocation à une assemblée générale de la Société, y participer, y prendre la parole et y adopter des résolutions sur les sujets suivants:

- l'émission de nouvelles actions jouissant de droit privilégiés,
- la fixation du dividende privilégié récupérable attaché aux actions sans droit de vote,
- la conversion d'actions privilégiées sans droit de vote en actions ordinaires,
- la réduction du capital social de la Société,
- la modification de l'objet de la Société,
- l'émission d'obligations convertibles,
- la dissolution de la Société,
- la transformation de la Société en une autre forme juridique.

13.3. Sans préjudice de l'article 13.2, tant que l'Emprunt Obligataire sera détenu par la Société, les sujets suivants seront soumis à l'autorisation écrite préalable des Actionnaires B et des Actionnaires C:

- la cession par la Société d'un quelconque droit attaché à l'Emprunt Obligataire;
- l'acquisition par la Société d'un droit dans un quelconque actif autre que l'Emprunt Obligataire;
- l'affectation d'un quelconque Principal de l'Emprunt Obligataire ou d'un quelconque Intérêt de l'Emprunt Obligataire (sauf pour le paiement par la Société d'impôts y applicables) à d'autres fins que celles stipulées dans les dispositions de l'article 15;
- la conclusion d'une quelconque transaction autre que stipulée expressément dans les présents statuts; et
- toute décision de placer la Société sous administration contrôlée.

Art. 14. Il sera prélevé sur le bénéfice annuel net de la Société cinq pourcent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la Loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve supplémentaire sera égale à dix pourcent (10%) du capital souscrit de la Société.

Tous les montants ainsi affectés seront réputés réduire le montant des produits issus des Intérêts de l'Emprunt Obligataire plutôt que le montant en principal de l'Emprunt Obligataire.

Art. 15.

15.1. Actions B / Dividende privilégié

Les Actions B percevront, au prorata parmi elles, un dividende privilégié à un taux de zéro virgule un pourcent (0,1%) de la valeur nominale des Actions B. Ce dividende sera prélevé sur le montant des produits issus des Intérêts de l'Emprunt Obligataire plutôt que sur le Principal de l'Emprunt Obligataire.

15.2. Le solde du bénéfice annuel et les autres réserves distribuables ou les autres montants, que la Société déciderait de distribuer suivant le cas, seront distribués comme suit, au cours de, respectivement pour l'exercice social donné et conformément aux dispositions de la Loi applicable et des présents Statuts entre les Actionnaires A, les Actionnaires B et les Actionnaires C:

15.2.1. aux Actionnaires C dans la mesure où de tels bénéfices sont issus du Principal de l'Emprunt Obligataire; et

15.2.2. dans la mesure où de tels bénéfices sont issus des Intérêts de l'Emprunt Obligataire:

15.2.2.1. 25 pourcent du montant des Intérêts de l'Emprunt Obligataire reçus par la Société donnant lieu à de tels bénéfices, aux Actionnaires B; et

15.2.2.2. le solde restant de tels bénéfices revenant aux Actionnaires A.

15.3. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sera autorisé à verser des dividendes intérimaires conformément à la Loi.

Art. 16. En cas de remboursement de capital pour liquidation ou autrement, le produit de liquidation de la Société après paiement de ses obligations sera distribué entre les Actionnaires A, les Actionnaires B et les Actionnaires C conformément à l'article 15.2, comme s'il s'agissait pour ce produit de liquidation de montants que la Société avait décidé de distribuer aux fins dudit article.

Art. 17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des présents Statuts, il est fait référence à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures, et à la Loi sur les SPF.

Souscription et libération

Quarante-huit (48) Actions A, une (1) Action B, et une (1) Action C ont été souscrites par Monsieur Jean FABER, prénommé.

Toutes les cinquante (50) actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.000,00) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de neuf mille cinq cents euros (EUR 9.500,00).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqué, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à un.

Est nommé administrateur:

Monsieur Jean FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille dix-sept.

2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire:

"REVILUX S.A.", société anonyme, ayant son siège social à L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille dix-sept.

3.- Le siège social est établi à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Faber, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 février 2012. Relation: LAC/2012/9393. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2012.

Référence de publication: 2012029167/460.

(120038177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Thomson Travel Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 22-24, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 62.806.

Il résulte d'une décision de la Société en date du 05 mars 2012 que:

- Monsieur Bernd KAISER a démissionné en tant que administrateur de la société avec effet immédiat.
- Mr. Kai KLITZKE, né à Berlin, Allemagne le 12 décembre 1966, résidant au 8, Augustaplatz. D-76530 Baden, Allemagne, est nommé en tant que administrateur de la société avec effet immédiat jusqu'à la date de l'assemblée générale annuelle de 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09 mars 2012.

Référence de publication: 2012030631/14.

(120040161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Thomson Travel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 22-24, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 61.047.

Il résulte d'une décision de la Société en date du 05 mars 2012 que:

- Monsieur Bernd KAISER a démissionné en tant que administrateur de la société avec effet immédiat.
- Mr. Kai KLITZKE, né à Berlin, Allemagne le 12 décembre 1966, résidant au 8, Augustaplatz. D-76530 Baden, Allemagne, est nommé en tant que administrateur de la société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09 mars 2012.

Référence de publication: 2012030632/14.

(120040162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

ION Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 70.981.

In the year two thousand and eleven,
on the eighth day of the month of December.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Ion Holdings LLC a limited liability company governed by the laws of Delaware, with registered office at 1209, Orange Street, New Castle County, USA - 19801 Wilmington, Delaware, (the "Shareholder"),

here represented by Mr Marc LOESCH, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 5 December 2011,

Said proxy, after been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for registration purposes.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Ion Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-), with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed enacted on 8 July 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 780 of 20 October 1999 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B70981 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a notarial deed enacted on 26 August 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 910 of 1 December 2011.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of three million United States Dollars (USD 3,000,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) to three million twenty thousand United States Dollars (USD 3,020,000.-) by increase of the nominal value of shares from their

current nominal value of forty United States Dollars (USD 40.-) to six thousand forty United States Dollars (USD 6,040.-) by incorporation of part of the share premium.

2 To amend the signatory regime of the Company.

3 To amend paragraph one of article six, paragraph one of article nine and paragraph two of article twelve of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the above.

4 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of three million United States Dollars (USD 3,000,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) to three million twenty thousand United States Dollars (USD 3,020,000.-) by increase of the nominal value of shares from their current nominal value of forty United States Dollars (USD 40.-) to six thousand forty United States Dollars (USD 6,040.-) by incorporation of part of the share premium.

Proof of the existence of sufficient share premium has been submitted to the undersigned notary.

Second resolution

The Shareholder resolved to amend the signatory regime of the Company so as to allow for the qualification of managers as class A managers and class B managers.

Third resolution

The Shareholder resolved to amend paragraph one of article six, paragraph one of article nine and paragraph two of article twelve of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions.

Paragraph one of article six will from now on read as follows:

"The Company's subscribed share capital is set at three million twenty thousand United States Dollars (USD 3,020,000.-), represented by five hundred (500) shares having a nominal value of six thousand forty United States Dollars (USD 6,040.-) per share."

Paragraph one of article nine will from now on read as follows:

"The Company is managed by one or more managers. If several managers are appointed, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without having to state a reason) revoke and replace the manager(s). The shareholder(s) may decide to qualify the appointed managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers")."

Paragraph two of article twelve will from now on read as follows:

"The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any two members of the board of managers. However, if the shareholder(s) have qualified the managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at three thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with us the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le huit décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Ion Holdings LLC, une limited liability company régie par les lois du Delaware, ayant son siège social au 1209, Orange Street, New Castle County, USA - 19801 Wilmington, Delaware (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par Maître Marc LOESCH, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 5 décembre 2011.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée aux présentes à des fins d'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Ion Investments S.à r.l. une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de vingt mille Dollars Américains (USD 20.000,-), dont le siège social est au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée suivant acte notarié dressé en date du 8 juillet 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 780 du 20 octobre 1999, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 70981 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte notarié dressé le 26 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 910, en date du 1^{er} décembre 1999.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de trois millions de Dollars Américains (USD 3.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt mille Dollars Américains (USD 20.000,-) à trois millions vingt mille Dollars Américains (USD 3.020.000,-) par augmentation de la valeur nominale des parts sociales de leur montant actuel de quarante Dollars Américains (USD 40,-) à six mille quarante Dollars Américains (USD 6.040,-) par incorporation d'une partie de la prime d'émission.

2 Modification du régime de signature de la Société.

3 Modification de l'alinéa un de l'article six, de l'alinéa un de l'article neuf et de l'alinéa deux de l'article douze des statuts de la Société, afin de refléter les points ci-dessus.

4 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois millions de Dollars Américains (USD 3.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt millions de Dollars Américains (USD 20.000,-) à trois millions vingt mille Dollars Américains (USD 3.020.000,-) par augmentation de la valeur nominale des parts sociales de leur montant actuel de quarante Dollars Américains (USD 40,-) à six mille quarante Dollars Américains (USD 6.040,-) par incorporation d'une partie de la prime d'émission.

La preuve de l'existence d'une prime d'émission suffisante a été rapportée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

L'Associé a décidé de modifier le régime de signature de la Société afin de pouvoir qualifier les gérants en gérants de catégorie A et en gérants de catégorie B.

Troisième résolution

L'Associé a décidé de modifier l'alinéa un de l'article six, l'alinéa un de l'article neuf et l'alinéa deux de l'article douze des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus.

L'alinéa un de l'article six sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital social souscrit de la Société est fixé à trois millions vingt mille Dollars Américains (USD 3.020.000,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de six mille quarante Dollars Américains (USD 6.040,-).»

L'alinéa un de l'article neuf sera dorénavant rédigé comme suit:

«La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés par l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le ou les gérants. Les associés pourront qualifier les gérants nommés de gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).»

L'alinéa deux de l'article douze sera dorénavant rédigé comme suit:

«En cas de gérant unique ou, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance. Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. LOESCH, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 décembre 2011. Relation: EAC/2011/16806. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012029301/148.

(120038256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Teilau Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 118.820.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 8 mars 2012

- Les mandats d'Administrateurs de M. David GELBER, Directeur de société, résidant professionnellement au 6 Clorane Gardens, Londres, M. Jeremy GELBER, résidant professionnellement au 18 Clorane Gardens, Londres, et Mme Elizabeth LE POIDEVIN, résidant professionnellement à La Motte Chambers, St Hellier, Jersey, sont reconduits pour une nouvelle période de deux ans.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2014.

- FIN-CONTRÔLE S.A., Société anonyme, ayant son siège social au 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.42230, est nommée Commissaire aux comptes de la société pour l'examen des comptes annuel au 31 décembre 2010 et 31 décembre 2011.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 8 mars 2012.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2012030640/20.

(120039985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Tugen Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 153.124.

Extrait des décisions de l'assemblée générale du 13 février 2012

L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de délégué à la gestion journalière de Fabrice MAIRE, pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

L'Assemblée Générale décide de renouveler, le mandat de Compagnie Européenne de Révision sis 15, rue des Carrefours L-8124 Bridel - RCSL no B-37039, en qualité de réviseur d'entreprises pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012030641/16.

(120039925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

BabySmile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1266 Luxembourg, 3, rue Jean-Pierre Beckius.

R.C.S. Luxembourg B 163.044.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès verbal en date du 22 novembre 2011, du conseil d'administration de la société anonyme BABY SMILE s.a, établie et ayant son siège social au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163044 que:

Résolution 1:

Le siège social de la société est transféré au L-1266 Luxembourg, 3, rue Jean-Pierre BECKIUS.

Résolution 2:

Le conseil d'administration nomme Madame PAULMIER Murielle, demeurant à L-1266 Luxembourg, 3, rue Jean-Pierre BECKIUS, administrateur unique au sein de la société BABY SMILE s.a.

Résolution 3:

Le conseil d'administration prend acte de la démission des administrateurs suivants à savoir:

- Monsieur Bertrand MICHAUD, demeurant professionnellement à L-1227, 3 rue Bellevue;
- Monsieur Vincent CORMEAU, demeurant professionnellement à L-1227, 3 me Bellevue;
- Monsieur Marc GLESENER, demeurant professionnellement à L-1227, 3 rue Bellevue.

Luxembourg, le 1^{er} février 2012.

Signatures.

Référence de publication: 2012030686/22.

(120040050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Viashipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 119.022.

—
Extrait des décisions de l'assemblée générale du 13 février 2012

L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de délégué à la gestion journalière de Fabrice MAIRE, pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

L'Assemblée Générale décide de renouveler, le mandat de Compagnie Européenne de Révision sis 15, rue des Carrefours L-8124 Bridel - RCSL no B-37039, en qualité de réviseur d'entreprises pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012030650/16.

(120039921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Vitrum Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, Z.I. P.E.D., boulevard du Contournement.

R.C.S. Luxembourg B 71.365.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 8 mars 2012

La démission de Monsieur Alexis DE BERNARDI de son poste de directeur de la société est acceptée.

Pour extrait sincère et conforme

VITRUM LUX S.A.

Robert REGGIORI

Administrateur

Référence de publication: 2012030652/14.

(120039440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Lux Multi Plus SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 162.998.

—
L'assemblée générale ordinaire du 7 mars 2012 a décidé de renouveler les mandats de Messieurs Heinrich Hugenschmidt, Eduard von Kymmel et Jean-Paul Gennari en tant que membres du conseil d'administration de Lux Multi Plus SICAV-SIF, M. von Kymmel agissant en tant que président du conseil d'administration.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2013:

- Eduard von Kymmel, Président du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Heinrich Hugenschmidt, Membre du Conseil d'Administration
8, Paradeplatz, CH-8070 Zurich
- Jean-Paul Gennari, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

PricewaterhouseCoopers S.à r.l. a été réélu comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Jacqueline Siebenaller / Daniel Breger

Référence de publication: 2012030945/24.

(120040295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2012.

2000 Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 74.545.

Extrait de résolution du Conseil d'Administration du 08.03.2012

Le Conseil d'Administration de la société 2000 FINANCE S.A., réuni le 08.03.2012 au siège social, a décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Transfert du siège social de la société au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg.

Le siège social de l'administrateur FIDUCIAIRE DI FINO ET ASSOCIÉS S.à r.l. a été transféré au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg.

Fait à Luxembourg le 08.03.2012.

Pour extrait conforme

La société

Référence de publication: 2012030664/16.

(120039637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Fondation Forum des Civilisations - Les Journées d'Echternach, Fondation.

Siège social: L-6486 Echternach, 2, Porte Saint-Willibrord.

R.C.S. Luxembourg G 209.

Bilan au 31.12.2011

	2011	2010
ACTIF		
Capital souscrit non versé	-	-
Capital souscrit non appelé		
Capital souscrit appelé et non versé		
Frais d'établissement	-	-
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immobilisations financières	-	-
Actif circulant		
Stocks	-	-
Créances	266,70	-
dont à durée résiduelle supérieure à un an:		
Valeurs mobilières	-	-
Avoirs en banques, avoirs en chèques postaux, chèques et encaisse	84 262,48	27 995,50
	<u>84 529,18</u>	<u>27 995,50</u>
Comptes de régularisation	-	-
	<u>84 529,18</u>	<u>27 995,50</u>
PASSIF	2011	2010

Capitaux propres		
Capital souscrit	31 000,00	31 000,00
Primes d'émissions et primes assimilées	-	-
Réserve de réévaluation	-	-
Réserves	-	-
Résultats reportés	- 3 004,50	-
Résultat de l'exercice	53 756,64	- 3 004,50
Acomptes sur dividendes	-	-
Subventions d'investissement en capital	-	-
Plus-values immunisées	-	-
	81 752,14	27 995,50
Dettes subordonnées	-	-
Provisions	-	-
Dettes	2 777,04	-
dont à durée résiduelle supérieure à un an:		
Comptes de régularisation	-	-
	84 529,18	27 995,50

Généralités: La Fondation tient ses livres en Euro. Le bilan et le compte de profits et pertes sont établis conformément aux dispositions de la législation luxembourgeoise et aux pratiques généralement admises au Luxembourg.

Situation du capital social: La Fondation a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Beck, notaire de résidence à Junglinster, en date du 21 mai 2010.

Immobilisations incorporelles et corporelles: Les immobilisations incorporelles et corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée d'utilisation.

Immobilisations financières: Les participations et / ou le portefeuille titres sont évalués à leur prix d'acquisition.

Créances et dettes: Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Des corrections de valeur sont enregistrées pour tenir compte des moins-values éventuelles.

Les dettes sont enregistrées à leur valeur de remboursement. En fin d'exercice, aucune dette de la société n'a une durée résiduelle supérieure à 5 ans, ni est couverte par des sûretés réelles.

Avoirs en banques et dettes bancaires: Les avoirs en devises ont été convertis au cours de change de la date de clôture du bilan.

Affectation des résultats: Le résultat de l'exercice à été reporté à nouveau.

Pour copie conforme
GT Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2012031353/61.

(120041026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

Qernel Management Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 138.084.

Les comptes annuels au 31.03.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031006/9.

(120040579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2012.

CMC Biologics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 71.105,57.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 134.356.

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle des associés tenue au siège social de la Société en date du 8 février 2012 que les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Démission du réviseur d'entreprises agréé:

- Grant Thornton Lux Audit S.A. ayant son siège social au 83, Pafebruch, L-8308 Capellen, Luxembourg et immatriculée sous les numéro B 43298 auprès du R.C.S. Luxembourg.

2. Nomination du réviseur d'entreprises agréé pour une durée indéterminée:

- PricewaterhouseCoopers S.à r.l. ayant son siège social au 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg et immatriculée sous les numéro B 65477 auprès du R.C.S. Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2012030692/20.

(120039619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Rochebrunne Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1459 Luxembourg, 8, ancienne Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 167.189.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-third of February.

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Mr. Jean Remy ROUSSEL, company director, born in Lille (France), on February 8, 1966, residing in B-1050 Brussel, 19, rue Francois Stroobant (Belgium).

Such appearing person has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which he deem to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

2.3 The Company may also enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of group companies.

2.4 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.5 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

2.6 The Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination "Rochebrunne Sàrl".

Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

5.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 - Subscribed Share Capital

6.1.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand and five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares (parts sociales) of one Euro (1.- EUR) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the single shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 - Transfer of Shares

6.5.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

6.5.3 Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

6.5.4 Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 - Appointment and Removal

7.1.1 The Company is managed by a sole director (gérant) or more directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) (gérant(s)) need not be shareholder(s).

7.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by the general meeting of shareholders.

7.1.3 A director (gérant) may be dismissed ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

7.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) shall not be compensated for his/their services as director (gérant), unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse any director (gérant) for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors (gérants).

7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

7.3 - Representation and Signatory Power

7.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

7.3.2 The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the sole signature of any member of the board of directors (conseil de gérance).

7.3.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

7.3.4 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

7.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

7.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant) and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.4.2 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book of the Company.

7.4.3 Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

7.4.4 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance).

7.4.5 In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) present or represented at such meeting.

7.4.6 Any director (gérant) may act at any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by appointing in writing another director (gérant) as his proxy. A director (gérant) may also appoint another director (gérant) to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

7.4.7 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' (gérants) meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

7.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

7.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting.

8.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 18th of the month of May, at 10h00.

9.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 10. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.

11.1 – Fiscal Year

The Company's fiscal year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

11.2 - Annual Accounts

11.2.1 At the end of each fiscal year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and

liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200.

Art. 12. Distribution of profits.

12.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

12.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Art. 13. Dissolution - Liquidation.

13.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

13.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles.

13.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 14. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 15. Modification of articles. The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Transitional dispositions

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2012.

Subscription and Payment

The Articles thus having been established, the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by the sole shareholder Mr. Jean-Remy ROUSSEL, prenamed, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.-EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The Company will be administered by the following director (gérant) for an undetermined period:

Mr. Jean Remy ROUSSEL, company director, born in Lille (France), on February 8, 1966, residing in B-1050 Brussel, 19, rue Francois Stroobant (Belgium).

2. The registered office of the Company is established in L-1459 Luxembourg, 8, Ancienne Cote d'Eich.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing person has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-trois février;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Jean Remy ROUSSEL, administrateur de sociétés, né à Lille (France), le 8 février 1966, demeurant à B-1050 Bruxelles, 19, rue Francois Stroobant (Belgique).

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

2.3 La Société peut aussi contracter toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou d'une société du groupe.

2.4 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.5 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

2.6 La Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination: «Rochebrune Sarl».

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg -Ville.

5.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand -Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 -Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cent EUR (12,500 Euros) représenté par douze mille cinq cent (12,500) parts sociales d'une valeur nominale de un EUR (1 Euro), toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 -Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 -Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 -Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.5.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.5.4 Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Management.

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la seule signature d'un des membres du conseil de gérance.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

7.3.4 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire ou par un notaire, seront déposées dans les livres de la Société.

7.4.3 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.6 Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

7.4.7 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

7.4.8 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par “conference call” via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés.

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 18th du mois de Mai, à 10h00.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.

11.1 - Exercice Social

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

11.2 - Comptes Annuels

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits.

12.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

12.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Art. 13. Dissolution - Liquidation.

13.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

13.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

13.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Art. 15. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2012.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique Monsieur Jean Remy ROUSSEL, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prêt moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (12.500, EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Résolutions prises par l'associé unique

Le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. La Société sera administrée par le gérant suivant pour une période indéterminée:

Monsieur Jean Remy ROUSSEL, administrateur de sociétés, né à Lille (France), le 8 février 1966, demeurant à B-1050 Bruxelles, 19, rue Francois Stroobant (Belgique).

2. Le siège social de la Société est établi à L-1459 Luxembourg, 8, Ancienne Cote d'Eich.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. R. ROUSSEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 février 2012. LAC/2012/9003. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2012.

Référence de publication: 2012028271/409.

(120036731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

Wine Growth Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.426.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, tenue à Luxembourg le 10 août 2011:

- L'Assemblée Générale décide d'élire le Réviseur d'Entreprises, Deloitte S.A., pour une période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2012.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le

Le Réviseur d'Entreprises est:

Deloitte S.A., ayant son siège social à 560, rue de Neudorf, L – 2220 Luxembourg.

Luxembourg, le 9 mars 2012.

Référence de publication: 2012030661/14.

(120039646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

ASF II Euro Mountain, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 88.625,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 107.994.

L'adresse professionnelle de Monsieur Simon Barnes et Monsieur Mirko Dietz, gérants de la Société, est désormais le 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030681/13.

(120040052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

AES Principal Fund SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 153.844.

EXTRAIT

L'assemblée générale des actionnaires de la société a décidé, en date du 9 mars 2012:

- d'accepter la démission de Monsieur Franquelim Alves en tant qu'administrateur de la Société;
- d'accepter la démission de Monsieur Jean de Courrèges en tant qu'administrateur de la Société;
- de nommer avec effet au 23 février 2012 et pour une durée déterminée (jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société en 2016), Monsieur Christophe Laguerre, né le 26 mai 1964 à Saint-Mard, Belgique, ayant pour adresse professionnelle: 115 rue du Kiem, L-8030 Strassen, Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société;
- de nommer avec effet au 23 février 2012 et pour une durée déterminée (jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société en 2016), Madame Ana Brincano, née le 2 avril 1979 à Lisbonne, Portugal, ayant pour adresse professionnelle: Avenida Antonio Augusto De Aguiar, 165 - R/C OTO, 1050-014 Lisbonne, Portugal, en tant qu'administrateur de la Société; et
- de nommer avec effet au 23 février 2012 et pour une durée déterminée (jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société en 2016), Monsieur Filipe Miguel Carvalho, né le 1^{er} janvier 1973 à Santa Eufémia, Portugal, ayant pour adresse professionnelle: Avenida Antonio Augusto De Aguiar, 165 - R/C OTO, 1050-014 Lisbonne, Portugal, en tant qu'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AES PRINCIPAL FUND SICAV-SIF

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2012031199/27.

(120040834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

ASF IV Symphony S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.512.

1. M. Andreas Demmel a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société en date du 14 février 2012.

2. Le nombre de gérants a été réduit de 3 à 2.

Depuis cette date (14 février 2012) le conseil de gérance se compose des personnes suivantes:

- Simon Barnes
- Mirko Dietz

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ASF IV Symphony S. à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030683/17.

(120039978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

ASF IV Symphony S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.512.

L'adresse professionnelle de Monsieur Simon Barnes et Monsieur Mirko Dietz, gérants de la Société, est désormais le 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030684/14.

(120039979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Cezane S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 143.217.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 7 mars 2012 a pris note du non-renouvellement de candidature de Madame Michelle DEL-FOSSÉ aux fonctions d'administrateur de la société et a nommé en remplacement:

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

L'assemblée générale du 7 mars 2012 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, employée privée, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur, Président, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

L'assemblée générale du 7 mars 2012 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

Luxembourg, le 7 mars 2012.

Pour CEZANE S.A. - SPF

Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2012031276/23.

(120040954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

Build Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.125.

Il résulte des résolutions prises par les actionnaires de la Société en date du 16 décembre 2010:

- que les actionnaires ont décidé de nommer Monsieur Eric Bismuth, né le 31/08/1967 à Lyon, France, avec adresse professionnelle au 17, rue de Miromesnil, 75008 Paris, France, en tant que membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 16 décembre 2010 et pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 mars 2012.

Build Holding S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030687/16.

(120039685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Hottinger Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 82.359.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration

En date du 20 décembre 2011, le conseil d'administration a coopté Monsieur Michel PLAYE, administrateur de sociétés, né le 17 Mai 1938 à Clichy-La-Garenne France avec adresse professionnelle au 43, rue Taitbout F-75009 Paris, France avec effet rétroactif au 19 décembre 2011 en remplacement de Monsieur Paul DE POURTALES, administrateur démissionnaire.

Le mandat du nouvel administrateur qui achève le mandat de l'administrateur démissionnaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2012.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Le conseil d'administration est désormais composé comme suit:

- Monsieur Elo ROZENCWAJG résidant professionnellement au 6, Rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg.
- Monsieur Jean-Pierre DE CLERCQ résidant professionnellement au 6, Rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg.
- Monsieur Frédéric HOTTINGER, résidant professionnellement au 2, Freudenberg, CH-6343 Rotkreuz.
- Monsieur Michel PLAYE, résidant professionnellement au 43, rue Taitbout F-75009 Paris, France.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2012.

Doris Marliani.

Référence de publication: 2012030710/22.

(120039587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Build Holding 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.385.

—
Il résulte des résolutions prises par les actionnaires de la Société en date du 16 décembre 2010:

- que les actionnaires ont décidé de nommer Montefiore Investment S.A.S, ayant son siège social au 17, rue de Miro-mesnil, 75008 Paris, France, et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro RCS 453 184 806, en tant que membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 16 décembre 2010 et pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 mars 2012.

Build Holding 2 S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030688/17.

(120039690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Calidris 28 AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 139.001.

—
AUSZUG

Aus der Niederschrift der Verwaltungsratssitzung der Gesellschaft vom 8. März 2012 geht hervor, dass: Herr Karsten BÖHRS mit sofortiger Wirkung als Delegierter des Verwaltungsrats der Gesellschaft abberufen wurde. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gezeichnet, am 8. März 2012.

Die Gesellschaft

Unterschrift

Référence de publication: 2012030690/14.

(120039731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Chef S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.909.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 8 juin 2011:

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant échus, l'Assemblée décide:

De nommer:

Monsieur Davide ENDERLIN, Avocat, demeurant à Via Maderno, 10, CH-6901 Lugano, à la fonction de Président du Conseil d'Administration;

Monsieur Roland DE CILLIA, Expert-comptable, avec adresse professionnelle au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, à la fonction d'Administrateur;

Monsieur Giovanni VITTORE, Administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 45-47, route d'Arlon Luxembourg, à la fonction d'Administrateur;

De nommer à la fonction de Commissaire aux Comptes, la société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à.r.l., inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg n° B 33849, établie aux 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg;

Leur mandat s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

L'Assemblée décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CHEF S.A.

Référence de publication: 2012031280/23.

(120040763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

Calidris 28 EU S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 145.960.

AUSZUG

Aus dem Protokoll der schriftlichen Beschlüsse der Alleingeschafterin der Gesellschaft vom 8. März 2012 geht hervor, dass:

1. Herr Karsten BÖHRS mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen wurde,
2. die Niederlegung der Mandate der Herren Horst SCHÄFER und Alexander TESCHNER als Geschäftsführer der Gesellschaft angenommen wurden,
3. Herr Frank MAIER, geboren am 14. Juni 1977 in Pforzheim (Deutschland), wohnhaft in D-14195 Berlin, Lützelsteiner Weg 5, mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gezeichnet am 8. März 2012.

Die Gesellschaft

Unterschrift

Référence de publication: 2012030691/19.

(120039738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

E Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 117.256.

L'adresse professionnelle de Monsieur Simon Barnes et Monsieur Mirko Dietz, administrateurs de la Société, est désormais le 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012030693/13.

(120040034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

BO Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 79.057.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 20 février 2012

En date du 20 février 2012, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Mme France Colas, avec effet au 20 février 2012, en qualité d'administrateur,
- de coopter M. Lucien Euler, Luxcellence Management Company, 5 Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg en qualité d'administrateur avec effet au 20 février 2012 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2012, en remplacement de Mme France Colas, démissionnaire,
- d'accepter la démission de M. Grégoire Bordier, avec effet au 20 février 2012, en qualité d'administrateur,
- de coopter Monsieur Rafael Anchisi, Bordier & Cie, 16 Rue de Hollande, CH-1211 Genève 11, en qualité d'administrateur avec effet au 20 février 2012 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2012, en remplacement de M. Grégoire Bordier, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Bo Fund II

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2012030828/22.

(120040319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2012.

E Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 117.256.

—
L'adresse professionnelle de Monsieur Ganash Lokanathen, commissaire aux comptes de la Société, est désormais le 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030694/13.

(120040036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.

Financière C S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 140.370.

—
L'adresse professionnelle de Monsieur Ganash Lokanathen, commissaire aux comptes de la Société, est désormais le 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012030700/13.

(120039972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2012.
